

de Toronto du 17 janvier 1970. On y dit que même dans l'Est du Canada les gens commencent à se rendre compte de la situation. La manchette s'intitule: «Les prairies déçues». Un autre titre dit: «La vague de mécontentement dans les Prairies modifiera notre avenir». Un autre sous-titre «Les chefs albertains commencent à considérer avec envie les fruits du séparatisme». Voilà les titres d'un seul journal. Je vais en citer d'autres du même journal de la même date. D'abord «Les Prairies furieuses de la surabondance de grains et de la disette d'argent». Un autre sous-titre «Un cultivateur manitobain se fait charpentier». Et encore «La situation est vraiment pire que pendant les années 30». Un autre sous-titre «Les gens désertent les Prairies». Et encore «Le syndicat du blé exige de l'aide fédérale à tout prix.»

Permettez-moi de me reporter à un article du *Leader-Post* du 19 décembre 1969. Voici le titre: «On réclame l'acheminement rapide des grains». Voilà ce dont nous avons parlé tout cet après-midi et ce soir. Dans un autre article du *Leader-Post* du 15 novembre 1969 apparaît le titre suivant, «Préaménagement indispensable du système des éleveurs dans les Prairies—Winter». Un autre titre «Les excédents de grains l'an dernier ont été une source de frustration». Voici un autre titre, «Les périodes des vaches maigres dans l'agriculture va durer». Ou encore «Pas d'espace dans les entrepôts pour la récolte florissante». Encore une fois dans le *Leader-Post*: «La manutention des céréales marque un temps d'arrêt—Vives critiques».

Et c'est comme cela sur toute la ligne, monsieur l'Orateur. On vous parle tous les jours dans le journal de cette crise, qui va de mal en pis. Avant de terminer, je sollicite l'indulgence de la Chambre pour consigner au compte rendu un éditorial publié dans le *Western Producer* du jeudi 8 janvier, qui est non seulement extrêmement intéressant, mais tout à fait d'actualité. Si tous les citoyens se donnaient la peine de le lire attentivement, ils comprendraient le rôle important de l'agriculture dans l'économie canadienne. Je vous en cite le passage suivant:

Le Conseil canadien de recherches en économie agricole a rendu un fier service aux agriculteurs canadiens en insistant sur l'importance pour les Canadiens d'une agriculture solide au pays, dans une déclaration au Conseil des grains du Canada, reproduite textuellement dans le *Western Producer* du 9 octobre. La déclaration mérite un examen attentif.

Voici, dans ses grandes lignes, l'exposé du Conseil de recherches en économie agricole:

«Compte tenu des 62 milliards de dollars du produit national brut du Canada en 1967, l'agriculture et les industries connexes représentent pour le produit national brut du Canada une valeur économique totale de 26 milliards de dollars».

Vous vous rendez compte! On lit plus loin:

«(Cela) nous donne une idée du rôle de l'agriculture [M. Southam.]

culture dans l'ensemble de l'activité économique du Canada... Dans le chiffre de 26 milliards, correspondant à 42 p. 100 du produit national brut, on ne tient pas compte du rôle de l'agriculture dans la demande d'autres produits.»

Le Conseil de recherches en économie agricole termine par ces mots:

«... Dans les circonstances actuelles, le Canada ne saurait se permettre de laisser périliter l'agriculture par suite du manque de renseignements voulus, de l'absence d'une politique efficace et d'une application énergique.»

Pour parvenir à ce chiffre de 26 milliards de dollars pour l'industrie, le Conseil a tenu compte des facteurs suivants: la production agricole brute, la «valeur ajoutée» dans le traitement de ces produits au Canada, le profit au détail et enfin un «facteur de multiplication» pour tenir compte des services rendus dans l'ensemble du processus, y compris les denrées agricoles et leurs produits sous une forme utilisable par les consommateurs ou par le marché d'exportation.

Ces concepts économiques de la «valeur ajoutée» et le «facteur de multiplication» sont courants pour l'analyse économique des implications contenues dans la production de toutes les matières premières. Ils constituent un facteur fréquemment omis dans l'évaluation de l'importance de l'agriculture en tant que stimulant destiné au progrès des activités commerciales.

J'estime qu'il s'agit d'un très bon article et je le recommande à ceux des députés qui s'intéressent particulièrement à l'agriculture. J'étais très intéressé par les remarques de mon voisin, le député d'Assiniboia (M. Douglas) qui, à plusieurs reprises, a exprimé quelques suggestions excellentes que j'ai approuvées. D'autres députés les ont également formulées. J'examinerai de très près la raison que peut avoir le député de ne pas approuver l'amendement dont la Chambre est actuellement saisie.

M. A. B. Douglas (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, j'aimerais dès le début dire un mot au sujet de l'accusation formulée par le député de Timiskaming (M. Peters) lors d'un débat antérieur sur l'agriculture. Je regrette qu'il ne soit pas présent ce soir. Il m'a qualifié de «tigre de papier», parce que, apparemment, je m'en tenais de très près à mes notes. Je tiens à m'excuser de l'avoir fait alors et de le faire encore aujourd'hui. Je m'en explique en disant que, toute ma vie, je me suis occupé d'agriculture; en fait, depuis que j'ai quitté l'école secondaire, en 1927. Comme je n'ai guère plus d'un an d'expérience à la Chambre, j'éprouve un respect mêlé de crainte. Aussi ne suis-je pas encore parvenu à surmonter une certaine nervosité lorsque je prends la parole dans cette enceinte. Je n'ai pas encore succombé à la tentation de recourir à des stimulants ou à des sédatifs comme certains députés le font de toute évidence.

Le député de Timiskaming a beau jeu de me critiquer, mais il devrait se souvenir, et j'espère que Votre Honneur en tiendra compte, qu'il a pratiquement fait une carrière en tant que député, alors que je ne suis guère